

PARIS

1 franc 50 cent.

PAR MOIS.

DÉPARTEMENT

3 fr. par mois

Les abonnements datent des 1^{er} et 15 de chaque mois.

LA TRIBUNE

DE LA LIBERTÉ.

INSERTIONS.

[75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont

expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECTION-GERANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN

CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du Journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — Rentrée du citoyen Caussidière à l'Assemblée nationale. — Discussion du projet de décret relatif au Mont-de-Piété. — Liste générale de tous les préfets nommés par le pouvoir exécutif. — Nouvelles élections dans les départements. — Actes officiels du Gouvernement. — Loi sur les attroupements. — Lettre du citoyen Émile Thomas. — Départ de Bordeaux du citoyen Émile Thomas. — Nouvelles de Vienne. — Rentrée du prince de Prusse à Berlin. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles diverses. — Situation de la Banque de France. — Cours de la Bourse.

Paris, 9 Juin.

Les élections de la Seine.

Nous applaudissons sans réserve au choix que viennent de faire les électeurs de la Seine. Ces choix répondent aux nécessités diverses de la situation actuelle.

Dans l'élection de M. Thiers, nous ne voyons pas le triomphe de la réaction; tant s'en faut. L'attitude de M. Thiers, depuis le 24 février, a été ce qu'on devait attendre d'un homme prêt à mettre ses hautes facultés et ses remarquables talents au service de son pays, mais sachant concilier ses nouveaux devoirs avec sa propre dignité et une légitime réserve. Sa conduite depuis trois mois a offert le plus frappant contraste avec celle de M. de Girardin qui a bruyamment affiché la prétention de dicter à notre jeune République la marche qu'elle devait suivre, les mesures qu'elle devait prendre, et qui, voyant ses conseils dédaignés comme venant d'une source à bon droit suspecte, a subitement changé d'allure, fait succéder l'hostilité aux conseils, et mis tout en œuvre pour déconsidérer hommes et choses.

Nous louons le bon sens des électeurs parisiens qui lui ont refusé leur suffrage, et ont fait échouer une élection qui eût été la condamnation implicite et formelle de tout ce qui s'est fait depuis le 24 février, y compris l'établissement du gouvernement républicain.

Quant à M. Caussidière, nous avons bien jugé les sentiments de l'immense majorité de la population parisienne. Elle a voulu payer la dette de sa reconnaissance à l'homme dont les mesures tout à la fois énergiques et conciliatrices, ont puissamment contribué à contenir la Révolution de février dans le cercle de l'ordre et de la sécurité sociale.

L'élection du général Changarnier est un éclatant hommage au patriotisme de l'armée, et à l'union fraternelle des soldats-citoyens avec les citoyens-soldats.

Celle de Victor Hugo est un hommage non moins légitime à cette gloire des lettres que la République doit reconnaître comme un des plus beaux titres de la France à l'admiration du monde.

Sur onze élections, il en est deux, celles de M. Pierre Leroux et de M. Proudhon, qui ont un caractère prononcé de socialisme. Nous comprenons tout ce que ce résultat a de grave; mais nous sommes loin d'en prendre ombrage et de nous en plaindre.

La question de l'organisation du travail a été posée dès le lendemain de la Révolution; on sait avec quelle imprudence. Depuis lors, elle est restée sans solution; et cependant cette solution est appelée par les masses populaires avec une insistance, une énergie qui ne permettent pas un plus long ajournement. Or, on ne saurait se le dissimuler, les lumières manquent dans l'Assemblée nationale pour prononcer sur cet important problème.

Tout ce qu'elle a pu faire a été de déclarer qu'elle n'était point suffisamment éclairée, et de jeter les bases d'une vaste enquête. MM. Leroux et Proudhon apporteront dans cette enquête le tribut de leurs longues méditations sur ce grave sujet. M. Proudhon, en particulier, est une capacité du premier ordre, un de ces hommes dont, quelle que soit la direction imprimée à leurs travaux, la place est d'avance marquée dans une Assemblée nationale.

Ces deux nominations donnent satisfaction à cette portion nombreuse de la classe ouvrière qui demande à l'organisation du travail le pain du présent et la sécurité de l'avenir. Assurée maintenant qu'elle a des organes légaux dans le conseil de la nation, elle s'abstiendra de ces manifestations irrégulières par lesquelles

elle se croyait obligée de faire connaître ses besoins et ses vœux.

L'ajournement indéfini du banquet de Vincennes est le premier résultat de ce retour aux voies régulières et légales. Le bon sens des travailleurs et leur patriotisme nous sont un sûr garant qu'ils persisteront dans cette résolution salutaire.

BENJAMIN LAROCHE.

Le roi de Paris.

Nos réclamations ont été entendues. Dans la séance d'hier, M. Mortimer Ternaux a appelé l'attention de l'Assemblée nationale sur l'état intolérable où, depuis trois mois, on laisse l'administration municipale de la capitale de la France. Un homme est installé à l'hôtel de ville, qui tranche, qui décide en maître absolu, en véritable pacha à trois queues. Jamais, s'est écrié M. Boulay de la Meurthe, il n'y a eu d'exemple d'une commune administrée comme la commune de Paris. Cette ville est gouvernée, dirigée, ordonnée par un seul homme. L'Assemblée a décidé que le projet de décret sur l'organisation municipale, serait renvoyé au comité compétent qui devra, dans un bref délai, présenter son rapport.

A voir la manière leste et dégagée dont on a traité les affaires de la municipalité de Paris, on dirait que c'est contre son conseil municipal que la révolution de Février s'est faite. Ce conseil a été détrôné en même temps et le même jour que Louis-Philippe; à sa place on a intronisé un membre du gouvernement provisoire qui dans le partage des attributions gouvernementales, s'est nommé lui-même sans façon, roi de Paris.

Heureusement que ce règne burlesque est près de finir pour faire place au gouvernement légitime des élus du peuple parisien.

ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

Loi sur les Attroupements.

La Commission du pouvoir exécutif a proposée,

L'Assemblée nationale a adopté;

La commission du pouvoir exécutif promulgue le décret dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. Tout attroupement armé formé sur la voie publique est interdit :

Est également interdit, sur la voie publique tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique.

Art. 2. L'attroupement est armé, 1^o quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées, 2^o lorsqu'un seul de ces individus, porteur d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là mêmes qui en font partie.

Art. 3. Lorsqu'un attroupement armé ou non armé se sera formé sur la voie publique.

Le maire ou l'un de ses adjoints, à leur défaut le commissaire de police, ou tout autre agent ou dépositaire de la force publique et du pouvoir exécutif, portant l'écharpe tricolore, se rendra sur le lieu de l'attroupement.

Un roulement de tambour annoncera l'arrivée du magistrat.

Si l'attroupement est armé, le magistrat lui fera sommation de se dissoudre et de se retirer.

Cette première sommation restant effet, une seconde sommation, précédée d'un roulement de tambour, sera faite par le magistrat.

En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force.

Si l'attroupement est sans armes, le magistrat, après le premier roulement de tambour, exhortera les citoyens à se disperser. S'ils ne se retirent pas, trois sommations seront successivement faites.

En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force.

Art. 4. Quiconque aura fait partie d'un rassemblement armé sera puni comme il suit :

Si l'attroupement s'est dissipé après la première sommation et sans avoir fait usage de ses armes, la peine sera d'un mois à un an d'emprisonnement.

Si l'attroupement s'est formé pendant la nuit, la peine sera d'un an à trois ans d'emprisonnement.

Néanmoins, il ne sera prononcé aucune peine pour fait d'attroupement contre ceux qui, en ayant fait partie, sans être personnellement armés, se seront retirés sur la première sommation de l'autorité.

Si l'attroupement ne s'est dissipé qu'après la deuxième sommation, mais avant l'emploi de la force, et sans qu'il ait fait usage de ses armes, la peine sera de un à trois ans, et de deux à cinq ans si l'attroupement s'est formé pendant la nuit.

Si l'attroupement ne s'est dissipé que devant la force ou après avoir fait usage de ses armes, la peine sera de cinq à dix ans de détention pour le premier cas, et de cinq à dix ans de réclusion pour le second cas. Si l'attroupement s'est formé pendant la nuit, la peine sera la réclusion.

L'aggravation de peine résultant des circonstances prévues par la disposition du paragraphe 5 qui précède, ne sera applicable aux individus non armés faisant partie d'un attroupement réputé armé, dans le cas d'armes cachées, que lorsqu'ils auront eu connaissance de la présence dans l'attroupement de plusieurs personnes portant des armes cachées, sauf l'application des peines portées par les autres paragraphes du présent article.

Dans tous les cas prévus par les troisième, quatrième et cinquième paragraphes du présent article, les coupables condamnés à des peines de police correctionnelle pourront être interdits pendant un an au moins et cinq ans au plus, de tout ou partie des droits mentionnés en l'art. 42 du Code pénal.

Art. 5. Quiconque faisant partie d'un attroupement non armé ne l'aura pas abandonné après le roulement de tambour précédant la deuxième sommation, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois.

Si l'attroupement n'a pu être dissipé que par la force, la peine sera de six mois à deux ans.

Art. 6. Toute provocation directe à un attroupement armé ou non armé, par des discours proférés publiquement et par des écrits ou des imprimés, affichés ou distribués, sera puni comme le crime et le délit, selon les distinctions ci-dessus établies.

Les imprimeurs, graveurs, lithographes, afficheurs et distributeurs seront punis comme complices, lorsqu'ils auront agi sciemment.

Si la provocation faite par les moyens ci-dessus n'a pas été suivie d'effet, elle sera punie, s'il s'agit d'une provocation à un attroupement nocturne et armé, d'un emprisonnement de six mois à un an; s'il s'agit d'un attroupement non armé, l'emprisonnement sera de un mois à trois mois.

Art. 7. Les poursuites dirigées pour crime ou délit d'attroupement ne font aucun obstacle à la poursuite pour crimes et délits particuliers qui auraient été commis au milieu des attroupements.

Art. 8. L'art. 463 du Code pénal est applicable aux crimes et délits prévus et punis par la présente loi.

Art. 9. La mise en liberté provisoire pourra toujours être accordée avec ou sans caution.

Art. 10. Les poursuites pour délits et crimes d'attroupements seront portées devant la cour d'assises.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 7 juin 1848.

Les présidents et secrétaires,

Citoyens,

L'Assemblée nationale a voté et la Commission du pouvoir exécutif publie aujourd'hui la loi contre les attroupements.

L'Assemblée nationale est l'élue du peuple tout entier; c'est assez vous dire qu'elle veut protéger le peuple contre toutes les tentatives insensées ou factieuses qui l'attaquent dans ses droits, dans son travail, dans ses libertés, dans ses intérêts et dans ses espérances.

Citoyens, vous avez voulu la République : la République est fondée. Tant que l'Assemblée nationale, tant que la Commission du pouvoir exécutif seront debout, nul ne portera impunément la main sur cette grande conquête.

Vous voulez aussi l'ordre, citoyens, car vous savez que toutes les libertés vivent par l'ordre, et que la République, qui résume toutes ces libertés, sera vaincue le jour où vous permettrez aux factions de troubler la tranquillité publique.

Citoyens, le dépôt sacré des destinées de la France nouvelle est dans vos mains, comme il est dans les nôtres.

Après avoir conquis la République, sachez la défendre.

Pourquoi ces attroupements ? pourquoi ces agitations de la rue ?

La République est-elle menacée ?

Non ; la République est le droit éternel des peuples, et le droit ne périt pas.

Les agitateurs le savent.

Ce qu'ils veulent, c'est fatiguer de leurs manœuvres mystérieuses les vrais fondateurs de la République, les citoyens sincèrement dévoués à sa grandeur et à sa prospérité, l'armée, la garde nationale, qui, grâce au principe de l'égalité franchement appliqué, réunit aujourd'hui dans ses rangs et sous le drapeau de la fraternité le peuple tout entier.

Ce qu'ils veulent encore, c'est déconsidérer la République en tuant le crédit, en étouffant le travail, en faisant au commerce, à l'industrie, au magasin, à l'atelier, à la boutique, une guerre incessante, et qui deviendrait mortelle si votre énergie ne la faisait pas cesser.

Et quand ils auront ainsi, par leurs agitations désordonnées, arrêté, sinon tari, toutes les sources de la prospérité sociale, alors vous les entendrez dire que la République est impossible en France.

Citoyens, voilà vos ennemis ; voilà ceux qui excitent les attroupements ; voilà dans quel but ils les excitent.

Entendez leurs voix. Il y a deux mois, vos rues, vos places, retentissaient du seul cri de : Vive la République ! Aujourd'hui les chants patriotiques, que la République aime toujours à entendre, sont souillés des cris séditieux de toutes les factions anarchiques soulevées contre elle.

Suivez les agitateurs ; voyez-les à l'œuvre ; étudiez leurs discours, leurs démarches, leurs excitations, et vous les surprendrez touchant le matin la solde des agitations anarchiques qu'ils vont propager le soir.

Citoyens, votre salut, le salut de la République, notre salut à tous est tout à la fois dans l'action du pouvoir et dans votre prudence et votre énergie.

Que les curieux se retirent et laissent à l'autorité toute sa liberté d'agir. Les ennemis de la République, restés seuls en face de l'autorité qui les surveille et saura les atteindre, fuiront d'eux-mêmes, effrayés de leur isolement et de leur impuissance.

S'il en était autrement, si devant les exhortations paternelles, si devant les sommations légales les agitateurs persistaient, la force publique fera respecter la loi. C'est son devoir, et elle le remplira avec une fermeté prudente, mais résolue.

Les membres de la commission du pouvoir exécutif.

La Commission du pouvoir exécutif, sur la proposition du ministre de la marine et des colonies,

Arrête :

Art. 1^{er}. Le citoyen Verninae Saint-Maur, capitaine de vaisseau, a été nommé sous-secrétaire d'Etat au département de la marine et des colonies.

Art. 2. Le ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Luxembourg, le 6 juin 1848.

Les membres de la Commission du pouvoir exécutif.

Par arrêté du membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur, ont été nommés préfets :

Les citoyens Bureau de Setivaux (Creuse), Bost (Lot), Morel (Côte-d'Or), Saint (Loire), Martin (Oise), Lagarde (Seine-et-Marne), Landrin (Basses-Pyrénées), Dufraisse (Indre).

— Sur la proposition du représentant du peuple, ministre de l'intérieur, la Commission du pouvoir exécutif a nommé préfets :

Les citoyens Planet (Cher), Leroy (Loir-et-Cher), Durand-Saint-Amand (Nord), Boulage (Yonne), Dujardin-Baumetz (Puy-de-Dôme), Mennesson (Aisne), Gazard (Allier), Guitet (Ardèche), Mathey (Ardennes), Giraud-Teulon (Gard), Richard (Aube), Hocdé (Ariège), Ollivier, Emile (Bouches-du-Rhône), Salarnier (Cantal), Chamiot (Corrèze), Peauger (Sarthe), Aubert (Corse), Couard (Côtes-du-Nord), Caylus (Dordogne), Carnot, Hector (Doubs), Fournery (Drôme), Sebire (Eure-et-Loir), Allain (Jura), Pêcheur-Bertrand (Finistère), Salives (Gard), Belliard (Gers), Requier-Defey (Hérault), Marchais (Indre-et-Loire), Raymond (Isère), Pereira (Loiret), Bordillon (Maine-et-Loire), Lecureux (Marne),

Pance (Haute-Marne), Dieu, Hippolyte (Mayenne), Lorentz (Meurthe), Lemaire (Meuse), De Gouve de Nuncques (Pas-de-Calais), Soubies (Hautes-Pyrénées), Fauvetier (Somme), Rivail (Tarn), Fauvetier (Haut-Rhin), Carré (Haute-Saône), Morin (Deux-Sèvres), Mabrun (Vienne), Duché (Haute-Vienne), Dezé (Ain), Fleau (Eure), Hamon (Ille-et-Vilaine), Vergers (Pyrénées-Orientales), Serphe-Dumagnou (Var).

En attendant qu'une des anciennes résidences royales puisse être affectée à l'établissement de l'hôtel des Invalides civils, le ministre de l'intérieur vient de prendre les mesures nécessaires pour que les blessés de Février soient placés dans des établissements spéciaux où ils recevront les soins et le traitement que leur état réclame.

Un certain nombre d'entre eux, auquel le régime des eaux thermales a paru nécessaire pour la complète guérison de leurs blessures, va être dirigé sur Bourbonne-les-Bains et Vichy, où l'administration de la guerre s'est empressée de mettre à la disposition du ministre de l'intérieur les places qui se trouvaient vacantes parmi celles réservées aux officiers.

On lit dans un journal de Bordeaux :

M. Emile Thomas a quitté notre ville hier matin, en compagnie des deux officiers de paix qui l'avaient accompagné à Bordeaux. M. Emile Thomas a pris la route de Paris.

Nous ignorons si c'est par sympathie pour les agents de police de la République que M. Thomas s'en retourne comme il était venu, entre les deux muets de M. Trélat, ou bien si c'est par suite de force majeure.

Le premier motif en tous cas ne serait pas moins étrange que le second.

Les mécaniciens du chemin de fer de la rive gauche, qui s'étaient mis en grève, viennent d'être licenciés. Le service ne s'en est pas moins avec une régularité parfaite.

Ces mécaniciens, dont le salaire a été considérablement augmenté depuis le 24 février, voulaient qu'il fût doublé ; ils refusaient en outre de marcher le soir. Ces prétentions ont toutes été repoussées.

Le prince Louis Napoléon est, dit-on, arrivé à Paris ce matin.

La discussion sur le projet de loi sur le rachat des chemins de fer a été renvoyée à lundi.

D'assez nombreuses arrestations ont eu lieu hier au soir, ainsi que nous l'avons annoncé ; mais la plupart des personnes saisies au milieu des rassemblements et qui avaient été provisoirement conduites dans les postes ont été relaxées. Six seulement ont été amenées au dépôt de la préfecture de police pour être mises à la disposition de la justice. Ce sont les sieurs C..., capitaine dans un régiment de ligne, arrêté dans un attroupement, boulevard Saint-Denis ; R..., journalier ; H..., pianiste ; H..., cordonnier ; et M..., ce dernier prévenu en outre d'injures à la garde.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

AUTRICHE. VIENNE. — Dans la dernière révolution, on a compté jusqu'à cent quarante-sept barricades. Le soir, toute la ville était illuminée ; on chantait l'hymne national dans les rues. Le pianiste Liszt a été remarqué au moment où il se promenait sur les barricades. Une barricade avait sept pieds de haut. Les Viennois n'ont pas oublié le confortable au milieu des anxiétés de la lutte. Le dimanche qui a suivi les événements, les environs si attrayants de Vienne ont été visités par les promeneurs comme de coutume ; on a inventé des walses-charivaris. Maintenant nous jouissons de la plus grande tranquillité. Au lieu de mettre sur pied les deux bataillons de la landwehr dans les trente-cinq régiments de ligne allemands, le ministère a résolu de former une garde nationale mobile, et de lui donner pour officiers un grand nombre de militaires en retraite. Le comte de Montecuculli s'est évadé de Vienne à la faveur d'un uniforme de grenadier. (*Gazette de Breslau.*)

PORTUGAL. — On écrit de Lisbonne au *Morning-Post* du 7 : M. Maurin, Français, imprimeur lithographe à Lisbonne, avait dans sa boutique un cadre contenant les portraits des membres du gouvernement provisoire de France. On est entré de force dans sa boutique, et on a jeté à terre le cadre sur lequel on a marché et craché dessus. Le fils, âgé de 17 ans, un pistolet à la main, a dit aux assaillants que si on l'y forçait, il ferait feu. On l'a menacé de violences, en l'appelant républicain. Cela se passait presque sous les yeux du poste de la garde municipale, dont le factionnaire s'est contenté de répondre au jeune Maurin, qui se

plaignait : On ne vous a pas frappé, vous ne saignez pas ; de quoi vous plaignez vous ?

M. Maurin père a été forcé de fermer sa boutique. Le ministre français n'a pu obtenir encore que l'on poursuive les coupables.

A Oporto, l'hôtel du consul d'Amérique a été assailli deux fois. On a jeté bas les armes d'Amérique, et un Américain a été assassiné. Aucune réparation n'a été obtenue. Une escadre américaine est attendue. Ainsi, d'un moment à l'autre, deux escadres républicaines peuvent venir demander raison à dona Maria. L'occasion sera bonne pour les adversaires politiques de la reine. On imprime clandestinement des pamphlets de manière à discréditer entièrement dona Maria comme reine et comme femme. On n'a pas pu découvrir les auteurs de ces écrits.

PRUSSE. BERLIN. — *Retour du prince de Prusse.* Le ministère fait publier la lettre suivante qui lui a été adressée par le prince de Prusse :

« J'annonce humblement à Votre Majesté que, conformément à vos ordres, j'ai quitté Londres pour revenir sur le continent. Je crois que ce moment est à propos pour répéter publiquement les sentiments, connus à Votre Majesté, avec lesquels je retourne dans mon pays.

« J'ose espérer que les institutions libres pour la consolidation desquelles Votre Majesté a convoqué les représentants du peuple, se développeront de plus en plus pour le salut de la Prusse, avec l'assistance et l'aide de Dieu.

« Je vouerai à ce développement toutes mes forces avec confiance et fidélité, et j'attends le moment où je pourrai reconnaître la constitution que Votre Majesté, d'accord avec votre peuple, va délibérer et décréter ; constitution qui établira la loi fondamentale pour le successeur du trône.

« Bruxelles, le 30 mai.

« LE PRINCE DE PRUSSE. »

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

— On lit dans le *Journal de Toulouse* du 6 juin :

« Isly, magnifique cheval arabe pur sang, sortant des écuries du duc d'Aumale, qui faisait l'admiration de tous nos connaisseurs, et qui appartenait à M. C. Lafon, vient d'être victime d'un acte de barbarie et de lâcheté sans exemple. Un individu, muni d'un rasoir, s'est introduit la nuit dans sa loge, et après lui avoir enlevé la peau et la chair des genoux, il lui a fait une large blessure au côté droit, et lui a porté encore, avec une fourche en fer, plusieurs coups dont on n'a pu sonder la profondeur. La police, mise sur les traces du coupable, qui ne serait autre qu'un ancien domestique repris de justice, a opéré son arrestation. La justice informe. »

— On lit dans la *Voix du Peuple*, journal de l'Yonne :

« M. Boulage, beau-frère de M. Marie, membre du Gouvernement provisoire, ancien sous-préfet de Louis-Philippe, actuellement notre préfet, a fait biffer sur toutes les circulaires imprimées pour le service du département la devise de la République française, les mots Liberté, Egalité, Fraternité. De plus, il a enjoint à tous ses employés de substituer le mot *monsieur* à celui de *citoyen*, et de remplacer la belle formule : *Salut et fraternité*, par celle mensongère et de servitude, en un mot monarchique : *J'ai l'honneur d'être votre très-humble et très-obéissant serviteur* :

— On lit dans l'*Echo d'Elbeuf* du 6 juin :

« On peut juger de l'empressement que mettent les citoyens à aller voter, lorsqu'on saura que dans une commune voisine d'Elbeuf, sur trois cents votants à peu près, il a été déposé dans l'urne onze bulletins. »

— La place de Bayonne va être mise sur le pied de guerre.

(*Sentinelle des Pyrénées.*)

— L'*Union nationale* dépeint ainsi la situation de Lyon :

L'hôtel de ville suspecte la préfecture, la préfecture suspecte l'hôtel de ville ; l'armée et la garde nationale, suspectées par l'hôtel de ville et la préfecture, tiennent la préfecture et l'hôtel de ville comme suspects ; le club central suspecte l'armée et la garde nationale ; l'hôtel de ville et la préfecture regardent le club central comme très-suspect ; le comité exécutif, lui, suspecte plus particulièrement l'armée et la garde nationale ; tout le monde suspecte le comité exécutif ; et le peuple qui souffre, le peuple qui attend sans travail et sans pain, suspecte tout le monde.

CHER. — On lit dans le *Droit commun* de Bourges, du 6 juin :

« La perception des droits sur les boissons éprouve de plus en plus des difficultés. On nous écrit de Châteauroux :

« Samedi 5 juin, jour du grand marché, une petite commotion a eu lieu dans la ville. Plusieurs vigneron d'Issoudun sont venus à Châteauroux avec des voitures chargées de vin pour les vendre immédiatement ; ces vigneron n'ont pas déposé leurs vins sur le

marché; ils l'ont annoncé aux habitants de la ville à 20 francs la barrique. Plusieurs ont acheté de ce vin, qui se trouvait rendu chez eux sans frais d'octroi.

« Les employés ont laissé passer les premières voitures sans leur faire payer des droits. Il arriva que le soir un vigneron n'avait pas tout vendu; il lui en restait quelques pièces. Les employés, ne voyant plus qu'une voiture, se sentirent de force à l'arrêter pour recouvrer le droit d'octroi prescrit par la loi du 28 février.

« Le conducteur de la voiture, ne voulant pas plus payer que les autres, se met à crier au secours, et, en moins d'une demi-heure, plus de quatre cents personnes étaient près des commis pour soutenir ce vigneron récalcitrant. On n'entendait partout que le cri: « A bas les commis! à bas les commis! » Enfin aucun coup n'a été porté, et cet homme a passé avec sa voiture pour vendre son vin sans payer de droit. Les commis se sont transportés à la mairie pour faire leur déposition, et l'on ne sait pas encore ce qu'il en résultera. »

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 9 Juin.

PRÉSIDENCE DE M. SÉNART

La séance est ouverte; le procès-verbal est adopté.

Plusieurs pétitions sont déposées sur le bureau.

M. PERRÉ se plaint de ce que le *Moniteur* n'ait pas inséré dans son numéro d'hier le nombre des membres absents lors du vote de la séance d'avant-hier, ainsi que cela avait été demandé et ordonné.

M. Péan, secrétaire, répond que c'est par une omission que cette insertion n'a pas eu lieu; elle sera faite dans le *Moniteur* de demain.

M. BERRYER. Il faut au moins faire la déduction des membres absents par suite de la réunion des comités et des commissions.

M. LE PRÉSIDENT. Les membres des comités et commissions doivent venir prendre part aux discussions de l'Assemblée.

UN MEMBRE. Il y a des commissions, notamment la commission de constitution, où les travaux se continuent jusqu'à une heure du matin.

M. DE L'ESPINASSE. Ce qui s'est passé à l'occasion du vote par division, prouve que ce vote est impraticable dans cette enceinte (bruits divers). Je demande que cette question soit renvoyée à la commission de règlement. (Nouveaux bruits.)

M. LE PRÉSIDENT. Je ne puis laisser continuer l'orateur; car il s'agit en ce moment d'une discussion qui ne peut être introduite que par une proposition régulièrement déposée.

M. DE L'ESPINASSE. Ce n'est pas pour entrer dans aucune discussion que j'ai fait mon observation; mais j'ai signalé ces inconvénients du mode de vote par division: ces inconvénients sont tels que MM. les secrétaires ne peuvent prendre exactement le nom des votants. Je suis moi-même dans ce cas: j'ai voté, je ne dis pas dans quel sens, mais mon nom ne figure pas parmi les votants. Il y a beaucoup de mes collègues qui sont dans le même cas. (Assez! assez!)

La clôture est mise aux voix et prononcée.

L'Assemblée renvoie aux divers comités qu'ils concernent les différents projets de loi présentés dans les dernières séances.

M. Caussidière, réclame par le département de la Seine, entre dans la salle et va reprendre son ancienne place à l'extrême gauche.

M. Trélat, ministre des travaux publics demande que l'Assemblée prononce l'urgence des divers projets qu'il a présentés avant-hier, portant allocation de crédits pour différents travaux publics.

L'urgence est déclarée, la discussion est fixée à demain.

M. Sénart cède la parole à M. Lacrosse.

L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion du projet de loi sur les incompatibilités.

M. COQUEREL. La commission de constitution à des observations extrêmement graves à présenter à la commission chargée d'examiner le projet de loi sur les incompatibilités; elle désirerait que cette dernière commission voulût bien entendre deux délégués de la commission de constitution avant de présenter son rapport à l'Assemblée. Adopté.

La discussion du projet sur les incompatibilités est ajournée jusqu'à ce que les deux commissions se soient entendues.

L'ordre du jour appelle la lecture de diverses propositions.

M. de Saint-Priest présente une proposition ayant pour but la création d'un ministère spécial de l'agriculture, ayant dans ses attributions la direction des eaux et forêts.

Cette proposition sera développée de lundi en huit.

M. Vautier présente une autre proposition pour établir dans chaque localité des approvisionnement pour les classes nécessiteuses. (Rumeurs diverses.)

Cette proposition sera développée jeudi.

M. Blayoyer demande que l'on modifie l'article 42 du règlement sur le vote de division. D'après ce projet, le vote aurait lieu au moyen de deux urnes; dans l'une chaque membre mettrait sa boule, et dans l'autre son nom.

Les développements auront lieu mardi.

M. Saint-Georges présente une autre proposition dans le même sens: seulement l'une des urnes porterait le nom et le vote de chaque représentant et l'autre en recevrait la boule de contrôle.

Les développements auront lieu également jeudi.

M. Péan présente une autre proposition relative à une modification de règlement: il demande qu'au lieu de cinq membres, il en faille vingt-cinq pour appuyer une proposition. (Appuyé, appuyé.)

Cette proposition sera développée demain.

L'ordre du jour appelle la discussion d'un projet de décret sur le règlement; ce projet est ainsi conçu:

Lorsqu'une proposition est renvoyée à plusieurs Comités, un seul Co-

mité est chargé de faire le rapport à l'Assemblée nationale.

Si la proposition émane du Gouvernement, le rapport est présenté par le Comité correspondant au département ministériel au nom duquel la proposition a été faite.

S'il s'agit de la proposition d'un représentant, l'auteur de la proposition indique le Comité par lequel il est d'avis que le rapport soit fait. L'Assemblée prononce sur cette demande, et désigne le Comité chargé du rapport.

La proposition est transmise à ce Comité et communiquée immédiatement aux autres Comités auxquels elle a été envoyée. Ils en délibèrent, et adressent leur avis écrit et motivé au Comité chargé du rapport.

Le Comité chargé du rapport procède à l'instruction de la proposition, après avoir recueilli les avis des Comités consultés, et il joint ces avis au rapport qu'il présente à l'Assemblée.

M. Ferdinand de Lasteyrie combat le projet; il demande que les divers comités auxquels une proposition est renvoyée nomment eux-mêmes une sous-commission qui serait chargée de faire le rapport.

M. Vivien, rapporteur, combat cette proposition; et persiste dans le projet présenté par la commission.

M. Brunet (Haute-Vienne) repousse le projet de la commission, et appuie la proposition de M. Ferdinand de Lasteyrie.

Après une discussion sans importance, la proposition de M. de Lasteyrie est mise aux voix et rejetée, et le projet de la commission est adopté.

L'ordre du jour appelle le projet de décret relatif au Mont-de-Piété

« Art. 1^{er}. Il est ouvert au ministre des finances, sur l'exercice 1848 un crédit extraordinaire de 281,562 fr. 95 cent. pour remboursement au Mont-de-Piété de la valeur des objets engagés qui ont été rendus gratuitement aux déposants en vertu du décret du 24 février 1848. — Adopté.

« Art. 2. Les déposants qui n'auront pas retiré les effets engagés au Mont-de-Piété de Paris, avant le 1^{er} juillet prochain, ne jouiront pas des avantages du 24 février dernier. — Adopté.

« Art. 3. Il sera pourvu à la dépense au moyen des ressources prévues par le budget ordinaire de l'exercice 1848. » — Adopté.

L'ensemble du décret est mis aux voix et adopté.

L'ordre du jour appelle le développement de plusieurs propositions.

M. König développe sa proposition relative au remplacement militaire. L'orateur demande que le remplacement militaire soit supprimé; il s'élève contre le trafic que font les marchands de chair humaine (on rit), qui ne donnent à l'armée que les plus mauvais soldats; car en examinant la statistique des condamnations militaires, on verra que ces condamnations frappent dans une proportion considérable sur les remplaçants: c'est un monopole odieux qui est exercé par certains hommes et qui dégrade le service militaire et l'armée.

M. CAVAIGNAC, ministre de la guerre. J'ai été appelé hier dans le comité de la guerre; je lui ai soumis un projet sur le recrutement, projet qui s'élaboré dans ce moment et qui vous sera incessamment soumis. Le ministre de la guerre tient à l'honneur de vous présenter une loi pour supprimer le remplacement et rendre le service militaire obligatoire pour tous les citoyens. (Adhésion.)

M. König retire sa proposition.

M. Henri Didier développe sa proposition relative aux pouvoirs administratifs en Algérie; il demande que l'Algérie cesse d'être exclusivement soumise au pouvoir militaire, et qu'elle soit assimilée aux autres départements de la France, quant aux institutions administratives. Le pouvoir immense que peut exercer le gouverneur de l'Algérie laisse trop de place à l'arbitraire. On en a une preuve dans la mesure prise récemment par le général Changarnier, qui a expulsé, pour quinze années du territoire de l'Algérie, six individus qui avaient des propriétés en Algérie, et que cet arrêté prive de la jouissance de leurs biens. Une telle mesure est plus propre à éloigner les colons de l'Algérie qu'à les y appeler.

L'orateur félicite le général Cavaignac d'avoir, alors qu'il était gouverneur de l'Algérie, doté ce pays de la liberté de la presse telle qu'elle existe en France; mais par cela même qu'il a donné cette liberté, il ne peut arriver qu'une autre gouverneur la supprime.

M. CAVAIGNAC, ministre de la guerre. J'attends avec impatience le moment de discuter plus sérieusement tout ce qui se rapporte à la question algérienne. Le Gouvernement attend que l'Assemblée fasse connaître sa volonté, car il y a nécessité urgente de mettre fin à l'incertitude dans laquelle l'administration de l'Algérie se trouve placée depuis longtemps.

L'orateur donne quelques détails sur le fait reproché au gouverneur général: Le ministre a dû approuver ce qui a été fait, car il était urgent de faire disparaître la cause du désordre qui régnait dans l'une des localités. Toutefois, il peut y avoir quelque chose à modifier dans le système actuel. La loi doit fixer d'une manière précise les attributions du gouverneur général; mais, cependant, il ne faut pas perdre de vue que son autorité, dans certaines circonstances, doit être illimitée.

Déjà par un décret récent, on a fait rentrer certaines parties de l'administration dans les divers ministères dont elles ressortent: on a bien fait; on aurait peut-être tort de faire davantage.

M. de Rancé trouve que l'on ne peut trop se hâter de faire rentrer l'Algérie dans ces attributions des divers ministères: il ne saurait en être autrement pour un pays qui se trouve à deux journées de marche de la France; car il faut maintenant moins de temps pour aller de Paris en Afrique, qu'il n'en fallait il y a quelques temps pour aller de Paris à Lyon.

Le système exceptionnel sous lequel l'Algérie est soumise depuis dix-sept ans est un obstacle à la colonisation et à l'établissement des Français en Afrique.

L'orateur supplie l'Assemblée de prendre en considération la position de ce pays; il se félicite de ce que le ministre de la guerre ait déclaré qu'il désirait voir arriver le moment d'une discussion sérieuse: il appelle également cette discussion de tous ses vœux.

M. CAVAIGNAC. J'ai reconnu qu'il y avait quelque chose à faire, mais par cela même que la question doit se présenter d'une manière plus approfondie, je demande le rejet de la proposition.

M. Henri Didier insiste sur ce qu'il y a d'exorbitant à donner à un gouverneur général le droit d'expulser par un simple arrêté des individus qui ont des établissements en Afrique. Il persiste dans sa proposition.

M. CAVAIGNAC. On disait tout à l'heure qu'il y avait quelque chose à faire, j'ai omis d'ajouter que j'avais donné l'ordre que le fait dont on a parlé, ne se renouvelât pas: Si vous preniez aujourd'hui la proposition en considération, ce serait jeter un blâme sur un brave général qui a légalement agi dans la limite de ses droits.

M. Baraguay d'Illiers, demande que l'ordonnance qui a investi le gouverneur général d'une autorité illimitée, soit maintenue; il faut que le pouvoir soit fort, surtout en Algérie, où la population est composée d'une foule de nations diverses qui ne méritent pas toutes la même considération.

M. Cavaignac persiste à penser que l'ordonnance doit être rapportée. (Aux voix.)

Après quelques nouvelles observations de M. de Rancé, la prise en considération de la proposition de M. Didier est mise aux voix et rejetée une forte majorité.

M. Couvreux développe sa proposition relative à des travaux à faire à la place de Langres. Ces travaux auront pour objet, tout en mettant la place de Langres en un respectable état de défense, d'occuper un grand nombre d'ouvriers.

M. Cavaignac rappelle que, dans la discussion du budget de 1848, on a opéré une réduction de 11 millions sur les travaux du génie. Cette réduction a dû porter sur plusieurs places, au nombre desquelles se trouve celle de Langres. Si maintenant l'Assemblée veut adopter la proposition de M. Couvreux, cette proposition devra être renvoyée au comité de la guerre.

M. le général Leydet s'oppose à la prise en considération de la proposition. Il ne faut pas que l'Assemblée se laisse influencer par des considérations de cocher. (On rit.)

M. LARABIT. Il y a beaucoup de places qui se trouvent dans la même situation que celle de Langres. Il ne doit y avoir de préférence pas plus pour l'une que pour l'autre.

Voix nombreuses. C'est vrai.

La proposition est mise aux voix et rejetée.

M. Randoing développe sa proposition relative à l'industrie des étoffes en laine.

M. Flocon, ministre du commerce, dit que le Gouvernement s'occupe actuellement de la question soulevée par la proposition; mais l'industrie des laines n'est pas la seule qui souffre. Le Gouvernement s'entoure en ce moment de tous les renseignements relatifs aux industries qui touchent à l'agriculture, et quand ces renseignements seront complets, le Gouvernement présentera un projet de décret à cet égard.

Après avoir encore entendu MM. Félix Basiat et Montreuil, l'Assemblée prend la proposition en considération. Elle sera renvoyée aux comités des finances, de l'agriculture et du commerce.

M. Aleon développe sa proposition tendant à encourager les associations, soit entre les chefs d'atelier et les travailleurs, soit entre les travailleurs seulement. Il demande à cet effet une allocation de 5 millions, qui auraient pour objet de venir au secours des associations et de suppléer à la modicité des salaires.

La proposition est prise en considération; elle sera renvoyée au comité des travailleurs.

M. Lemaire (du Nord) développe sa proposition ayant pour but de rendre obligatoire l'uniforme dans la garde nationale.

M. Beaumont (de la Somme) combat la proposition. Il a vu avec plaisir le décret qui déclarait que tous les citoyens faisaient partie de la garde nationale; il voit également avec plaisir les blouses figurer dans les rangs de la garde nationale.

Un membre demande l'ordre du jour avant de rendre l'uniforme obligatoire, il faut donner des fusils à tous ceux qui font partie de la garde nationale; car il y a des communes où les gardes nationaux n'ont qu'un fusil pour trois ou quatre personnes. (On rit.)

La proposition n'est pas prise en considération.

M. Rolland, rapporteur de la commission chargée d'examiner le projet de loi sur les incompatibilités, annonce à la chambre que la commission n'a pas encore terminé son travail: elle demande que la discussion soit renvoyée à lundi. (Oui! Oui!)

Quelques voix. Après les chemins de fer.

M. Lherbette insiste pour que la discussion ait lieu avant celle des chemins de fer. On ne peut pas scinder ainsi une discussion. (Appuyé.)

La discussion aura lieu lundi avant celle sur les chemins de fer.

M. Loisel développe sa proposition tendant à prévenir les accidents des fabriques: la voix faible de l'orateur et le bruit des conversations particulières nous empêche de rien entendre. L'honorable membre voyant qu'il ne peut dominer le bruit, passe rapidement un grand nombre de feuillets, et se contente de donner lecture des articles de sa proposition.

M. LE PRÉSIDENT. Quelqu'un demande-t-il la parole?

Voix diverses. Sur quoi? Nous n'avons rien entendu, rien du tout.

M. Flocon, ministre de l'agriculture et du commerce, explique en quelques mots le but de la proposition, qui a pour but de faire accorder des indemnités aux ouvriers blessés dans les usines. Le Gouvernement adhère à cette proposition, et il en demande le renvoi au comité des travailleurs.

La proposition est prise en considération et renvoyée au comité du commerce et de l'industrie.

M. Parien développe sa proposition relative aux majorats et aux substitutions, et qui, selon son auteur, n'est qu'un retour aux principes purs du Code civil.

Après quelques observations de M. Lherbette, la proposition est prise

en considération; elle sera renvoyée au comité de législation.

M. Marchal a la parole pour développer sa proposition relative à l'impôt sur les créances hypothécaires: On me fait observer, dit-il, que l'heure est bien avancée.

Voix diverses: Non! non! Parlez! parlez!

M. Marchal développe sa proposition, qui n'est point contraire à l'impôt porté sur les créances hypothécaires, mais qui le répartit plus également, ce qui en facilite la perception.

Cette proposition est prise en considération; elle sera renvoyée au comité de législation et des finances.

La séance est levée.

Demain, à midi, réunion dans les bureaux, nomination d'une commission et scrutin pour la nomination d'un vice-président, en remplacement de M. Bethmont.

A une heure séance publique. Lecture de proposition. Discussion de projets de travaux d'utilité publique.

Situation de la Banque de France.

Au 8 juin 1848 au soir.

ACTIF.	
Argent monnayé et lingots.	75,114,048 37
Numéraire dans les succursales.	62,285,971 »
Effets arriérés à recouvrer.	7,519,992 61
Portefeuille de Paris, dont 29,492,099 fr. 09 c. provenant des succursales.	129,851,930 88
Portefeuille des succursales, effets sur place, etc.	156,690,630 16
Avances sur lingots et monnaies.	9,520,300 »
Avances sur effets publics français.	28,664,882 90
Avances sur les effets publics français dans les succursales.	5,203,894 »
Avances à l'Etat sur les bons du Trésor de la République.	50,000,000 »
Rentes de la réserve.	10,000,000 »
Rentes, fonds disponibles.	41,660,197 89
Placement des nouvelles succursales en effets publics.	12,744,498 »
Hôtel et mobilier de la Banque.	4,000,000 »
Immeubles et succursales.	2,513,105 »
Intérêt dans le comptoir d'Alger.	1,000,000 »
Intérêt dans le comptoir national d'escompte.	200,000 »
Intérêt des succursales dans les comptoirs nationaux des villes.	250,000 »
Effets en souffrance ou à rembourser.	50,460,835 51
Effets en souffrance dans les succursales.	11,805,635 »
Dépenses d'administration de la Banque.	676,437 51
Dépenses d'administration des succursales.	751,026 »
Divers.	885,524 92
	609,551,125 53
PASSIF.	
Capital.	67,900,000 »
Capitaux des nouvelles succursales.	25,550,000 »
Réserve de la Banque.	40,000,000 »
Id. des nouvelles succursales.	2,980,000 14
Réserve immobilière de la Banque.	4,000,000 »
Billets au porteur en circulation de la Banque.	285,700,000 »
Id. des succursales.	85,243,739 »
Id. à ordre.	597,654 51
Compte courant du trésor créditeur.	19,475,804 87
Comptes courants.	72,144,220 74
Comptes courants dans les succursales.	20,508,582 »
Récépissés payables à vue.	1,732,000 »
Id. dans les succursales.	582,189 »
Traites des succursales à payer par la Banque.	5,751,615 03
Traites de la Banque à payer par les succursales.	1,761,460 50
Dividendes à payer.	443,404 23
Comptoir d'Alger, somme non encore employée en bons du trésor.	1,106,995 49
Escomptes, intérêts divers et dépenses précomptées.	5,781,332 53
Escomptes, intérêts divers dans les succursales.	5,289,515 »
Récompte du dernier semestre.	728,692 57
Récomptes du dernier semestre dans les succursales.	705,475 »
Divers.	772,466 62
	609,551,125 53

Certifié;

Le gouverneur de la Banque de France: D'ARGOUT.

Le comité des travaux publics a continué la discussion sur la question de rachat des chemins de fer.

MM. Billaut, Bureau de Puzy, Stourm, Brunet, Latrade Charbonnel, Lefranc, Degoué et Émile Martin ont pris la parole dans la discussion des formules de rachat pour les diverses compagnies d'après leur position respective.

Le comité a décidé:

Que que l'indemnité en effets publics, offerte par l'Etat, sera, cours par cours, d'après la formule du projet, mais en formant la moyenne sur l'année et non sur le cours du semestre qui a précédé le 24 février, pour les chemins ci-après.

Paris à Saint-Germain, Paris à Versailles (rive droite), Paris à Versailles (rive gauche), Strasbourg à Bâle, Paris à Orléans et Corbeil, Paris à Rouen, Rouen au Havre, Nord, Orléans sur le centre, Orléans à Bordeaux.

Que la même indemnité, mais avec une moyenne prise sur 18 mois, sera appliquée aux chemins ci-après:

Paris à Strasbourg, Paris à Lyon, Tours à Nantes, Montreuil à Troyes, Avignon à Marseille, Amiens à Boulogne.

M. Lefranc a été nommé rapporteur par 16 voix sur 25 votants. Le rapport sera présenté la semaine prochaine.

Voici le résultat connu des élections dans les départements suivants:

NORD. — Election d'un représentant.

Résultat des scrutins de tous les arrondissements:

MM. Antony Thourret.	48,862
Mimerel.	26,774
Ulysse Tencé.	11,641
De Genoude.	6,479

En conséquence, le citoyen Antony Thourret a été proclamé membre de l'Assemblée constituante.

SEINE-INFÉRIEURE.

Résultats des scrutins, moins les cantons de Gournay, Clères et Yerville:

MM. Thiers.	50,418
Loyer.	49,253
Charles Dupin.	59,459

BOUCHES-DU-RHÔNE. — Election de trois représentants.

Voici le relevé général des dix-neuf sections de Marseille et des communes d'Aubagne et d'Allauch:

MM. Reybaud.	16,540
Poujolat.	13,648
A. Ray.	12,614
V. Hennequin.	11,128
Vatimenil.	10,720
Gleize-Grivelly.	8,607
Thiers.	6,852

EURE. — Election d'un représentant.

MM. Demante.	18,427
Sandbreuil.	16,201
Louis Napoléon.	6,579

Ils ne reste à connaître que les résultats des deux cantons de Thiberville et de Guillebeuf, et les votes de l'armée.

NOUVELLES DIVERSES.

Avant-hier un homme se présente à la mairie du 6^e arrondissement et entre dans une salle où se trouvaient le maire et plusieurs conseillers municipaux. S'adressant au premier, il lui demande avec autorité à vérifier si les scellés apposés sur les boîtes électorales étaient intacts et si on n'avait pu y introduire de fausses listes.

Le maire lui demanda de quel droit et à quel titre il prétendait faire cette inspection? «Je suis, répondit cet individu, délégué de la commission du Luxembourg, et, ajouta-t-il, nous savons qu'on essaye de tromper le peuple; c'est pour cela que nous voulons voir clair à nos affaires.»

Le maire objecta que la commission du Luxembourg était dissoute, et que, dans tous les cas, cela ne lui donnerait aucun titre pour faire la vérification qu'il désirait; qu'au surplus la forme adoptée pour le dépouillement du scrutin offrait toute garantie, et que c'était à tort qu'on supposait la fraude.

Mais au lieu de se rendre à ces raisons, cet homme adressa des épithètes injurieuses au maire et aux conseillers municipaux.

On a fait venir un détachement de gardes nationaux, qui a conduit cet individu au dépôt de la préfecture. (Le Droit.)

— On écrit d'Amsterdam (Hollande), le 6 juin:

Après-demain au soir mademoiselle Rachel commencera la série des représentations pour laquelle elle a été engagée au Théâtre-Français d'Amsterdam, par la *Lucrèce* de M. Ponsard, où cette célèbre tragédienne jouera à la fois le rôle de Lucrèce et le rôle de Tullie, comme elle l'a fait à Paris.

«Déjà depuis plus d'un mois, les loges de notre Théâtre-Français sont louées pour toutes les représentations de mademoiselle Rachel.»

— Les directeurs des théâtres de Paris se sont rendus avant-hier auprès de M. Recurt, ministre de l'intérieur, pour lui annoncer que si le Gouvernement ne venait pas à leur secours, une clôture générale des théâtres devenait forcée et immédiate.

— L'avant-dernière nuit, une tentative d'incendie a été faite par plusieurs individus que l'on dit renvoyés des ateliers, contre l'estacade de Meudon. Heureusement le cantonnier de garde a pu donner l'éveil à temps. Au premier rappel, la garde nationale de Meudon s'est mise tout entière sous les armes et a poursuivi la bande qui a pris la fuite. Elle a été chassée jusqu'à Vaugirard, et là ses traces ont été perdues.

— Les condamnés militaires aux travaux publics formant le détachement résidant à Cherchell (Algérie) viennent d'adresser à la commission des récompenses nationales la somme de 11 fr. 18 cent., montant de deux journées de prêt, pour le soulagement des veuves et orphelins victimes des journées de Février.

— Il est question de célébrer, par une grande fête qui serait donnée au Grand-Camp, par les gardes nationaux de Lyon, la Guillotière, la Croix-Rousse, Vaise, le 14 juillet prochain, la commémoration de la prise de la Bastille. A cette solen-

nité patriotique seraient invitées la garnison et des députations des gardes nationales du Rhône, Grenoble, de Saint-Etienne, Valence, Roman, Vienne, Mâcon, Châlons, Bourg, etc.

— On a arrêté ce matin un individu qui peut être considéré comme un type de l'habileté à déjouer les poursuites de la justice. Plus de quinze mandats, décernés contre lui par MM. les juges d'instruction des parquets de Paris, de Fontainebleau, de Rambouillet, de Sens, etc., n'avaient pu jusqu'à ce moment recevoir leur exécution; il en avait été de même de deux jugements prononcés par la 6^e et la 8^e chambre, le 14 et le 19 avril dernier, et qui le condamnaient pour escroqueries, l'un à deux et l'autre à une année de prison.

Ch..., se disant colporteur, limonadier, marchand de charbons, remplaçant militaire, écrivain public, etc., a été écroué et mis à la disposition de la justice, et signification lui a été faite de dix-sept mandats et de deux jugements qui le concernent.

— Depuis hier, toute la police est sur pied. Hier matin, un avis, dont on ne s'est avisé de contrôler ni la source ni la valeur, est parvenu à la commission exécutive, annonçant l'arrivée à Paris d'un personnage appartenant à l'une des branches déchues.

Les bureaux, les magasins et les remises des messageries Lafitte et Gaillard, soupçonnées d'avoir amené à Paris le personnage suspect ont été minutieusement et inutilement visitées. Une nouvelle perquisition, non moins infructueuse, a eu lieu ce matin.

Au moment où nous écrivons, la police est à la campagne, dans la maison du conducteur plus spécialement inculqué.

Dans toutes ces recherches, on n'a découvert absolument aucun indice qui pût justifier l'avis officieux parvenu à la commission exécutive.

— Hier, la Commission exécutive avait fait afficher le décret voté sur les attroupements, ainsi qu'une proclamation distincte par laquelle elle engageait les citoyens de toutes les classes à s'abstenir, dans l'intérêt de l'ordre public et dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes, à s'éloigner de ces rassemblements qui nuisent si essentiellement au rétablissement du crédit et empêchent la reprise des affaires.

A peine ces affiches étaient-elles apposées qu'elles étaient déchirées dans plusieurs quartiers, et notamment sur les boulevards, où les rassemblements étaient plus tumultueux et plus agités que d'habitude. Avant huit heures, en effet, la circulation était interrompue sur le boulevard Saint-Denis, près la porte de ce nom, où se trouvaient environ 15,000 personnes poussant des cris, et agglomérées en masses si compactes, que les piétons se frayaient à peine un passage à travers cette multitude.

— Une bande d'individus, partie du boulevard, s'est portée place Saint-Georges, au domicile de M. Thiers, proférant des menaces et criant: *A bas Thiers!* Il était environ dix heures. Cette bande a cerné le logement du représentant et a envahi les grilles du jardin en poussant les mêmes vociférations. Le piquet de la mairie du 2^e arrondissement, prévenu aussitôt de cette manifestation, s'est porté immédiatement sur les lieux, a refoulé les agitateurs, dont quelques-uns ont été arrêtés, et a occupé le jardin de M. Thiers. La garde mobile est venue prêter main-forte à la garde nationale et a bivouaqué sur la place Saint-Georges. A 11 heures la tranquillité était rétablie.

— Nous apprenons qu'un gardien de Paris a été attaqué rue Saint-Denis et gravement maltraité par une bande d'individus. Des agents du service de sûreté, arrivés heureusement à ce moment, ont délivré le gardien de Paris et arrêté une partie des coupables.

Bourse de Paris du 9 Juin.

FONDS FRANÇAIS.	
3 0/0.....	45 25
4	54 75
4 1/2	57 50
5 0/0	67 50
Banque de France.....	1225 »
Oblig. de la ville de Paris..	1180 »
Bons du Trésor.....	92 »
CHEMINS DE FER.	
Saint-Germain.....	» »
Obligations anc.....	» »
— nouv.....	» »
Versailles (rive droite).....	121 25
Obligations anc.....	» »
— nouv.....	» »
Versailles (rive gauche).....	98 75
Paris à Orléans.....	570 »
Obligations.....	» »
Orléans à Bordeaux.....	597 50
à Vierzon.....	267 50
Paris à Rouen.....	415 75
Obligations.....	» »
Rouen au Havre.....	208 75
Obligations.....	» »
Nord.....	562 50
Fampoux à Hazebrouck.....	» »
Avignon à Marseille.....	225 »
Strasbourg à Bâle.....	87 50
Mulhouse à Thann.....	» »
Bordeaux à la Teste.....	» »
Montpellier à Cette.....	» »
Cette à Bordeaux.....	» »
Paris à Sceaux.....	» »
Montreuil à Troyes.....	» »
Amiens à Boulogne.....	» »
Dieppe à Fécamp.....	» »
Paris à Lyon.....	515 »
Tours à Nantes.....	542 50
Paris à Strasbourg.....	538 75
Andrézieux à Roanne.....	» »
CANAUX.	
Canal de Bourgogne.....	68 50
Jouissance.....	» »
Canal de la Sambre.....	» »

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.